

### Questions orales

Comment cet homme, ce haut fonctionnaire, ose-t-il insulter la population que cette agence était censée aider au moment de sa création? Le président de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique n'a pas de quoi pavoiser vu le nombre d'entreprises perdues d'avance que l'APECA a financées.

Le président de l'APECA met sur le compte du mauvais temps la débâcle économique du Cap-Breton. Les sombres perspectives économiques qui planent au-dessus de l'île tiennent davantage aux échecs de son agence qu'aux précipitations qui tombent sur notre région.

À mon avis, le moment est venu de démissionner pour ce haut fonctionnaire, faute de quoi le ministre responsable de l'APECA devrait le congédier et le congédier. . .

\* \* \*

### LE SÉNATEUR CLAUDE CASTONGUAY

**M. Willie Littlechild (Wetaskiwin):** Monsieur le Président, à titre de membre du Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada, je tiens à remercier sincèrement le sénateur Claude Castonguay pour le rôle qu'il a joué comme coprésident au cours des quelques premiers mois du mandat du comité.

Le sénateur Castonguay est un représentant précieux du Québec et il est fort respecté non seulement dans sa province, mais aussi dans l'ensemble du Canada. Il a été un membre clé du comité chargé d'étudier la Constitution, et sa participation constructive nous manquera beaucoup.

Je me joins aux autres députés et aux sénateurs pour souhaiter au sénateur Castonguay un prompt rétablissement.

[Français]

. . .et l'espoir, qu'en dépit de son absence involontaire, il pourra continuer à nous faire bénéficier de son conseil avisé.

\* \* \*

[Traduction]

### LA PÊCHE AU FILET DÉRIVANT

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, nous sommes heureux d'apprendre que le Japon a accepté de se conformer, d'ici à la fin de 1992, au moratoire des Nations Unies sur l'emploi des grands filets de pêche appelés filets dérivants. Le recours à ces filets est une pratique répugnante qui ravage les océans. Ces grands filets sont souvent appelés les «murs de la mort» parce qu'ils emprisonnent et tuent un grand nombre de

dauphins, de baleines, de tortues, d'oiseaux et d'autres espèces aquatiques.

La pêche aux filets dérivants continue d'être pratiquée par la Corée du Sud. Nous prions instamment le gouvernement du Canada de demander à notre ambassade à Séoul d'exhorter la Corée du Sud à respecter le moratoire et à se comporter d'une manière responsable vis-à-vis de l'environnement.

\* \* \*

### NAGORNO-KARABAKH

**M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville):** Monsieur le Président, hier soir, la télévision soviétique annonçait que le parlement d'Azerbaïdjan avait décidé d'abolir le statut autonome de Nagorno-Karabakh et de changer le nom du centre régional.

L'agence de nouvelles Tass a déclaré que les députés azerbaïdjanais appuyaient cette mesure à l'unanimité. Près de 1 000 personnes ont été tuées et des centaines de milliers d'autres ont dû quitter leurs foyers au cours de la guérilla qui a duré près de quatre ans. La décision d'abolir Nagorno-Karabakh aura certainement pour effet d'engendrer encore de la violence et des effusions de sang.

Je demande à notre gouvernement et aux Nations Unies de dénoncer vigoureusement cette décision du parlement d'Azerbaïdjan.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LA CONSTITUTION

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable des Affaires constitutionnelles.

Ce matin, tous les journaux du pays mentionnaient que le gouvernement avait cédé aux pressions internes et externes et décidé de ne pas déposer de projet de loi sur un référendum national.

• (1420)

Le ministre peut-il expliquer pourquoi il convient de consulter les Québécois en ce qui a trait à leur avenir constitutionnel, mais qu'il ne convient pas de consulter la population canadienne en ce qui a trait à son avenir à elle?

**Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Monsieur le Président, le gouvernement a pris un engagement très clair dans le discours du Trône, et je cite ici le gouverneur général: